

Ambassadrice Geneviève des Rivières
Ambassade du Canada
Apartado Aéreo 110067
Bogotá, Colombia
(011 57 1) 657 9912
bgota-td@international.gc.ca

Re : la protection des défenseurs des droits de la personne après l'assassinat du père Reinel Restrepo à Marmato, en Colombie

Nous aimerions, à la suite de la nouvelle de l'assassinat du père José Reinel Restrepo, curé de la municipalité de Marmato dans le département de Caldas, Colombie, exprimer notre tristesse et profonde préoccupation relativement aux sociétés minières canadiennes qui pourraient bien être responsables de l'aggravation de la violence dans cette région ou en tirer profit. Devant cette situation, nous demandons à l'Ambassade canadienne de coopérer à l'enquête pour s'assurer que la lumière soit faite sur les faits entourant l'assassinat du père Restrepo et de garantir que les sociétés minières canadiennes ayant des activités en Colombie ne provoquent pas de violence et de violation des droits de la personne, n'aggravent pas la situation et n'en profitent pas.

L'assassinat du père Restrepo est survenu à un peu plus de deux semaines de la célébration, par le premier ministre Harper, de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange Canada Colombie à Bogotá. Alors que ceux qui placent les droits de la personne avant le libre-échange ont été accusés de « protectionnisme », cet événement soulève une fois de plus la question de qui a besoin de plus de protection : les sociétés canadiennes ou les défenseurs des droits de la personne de la Colombie qui intercèdent en faveur des intérêts collectifs de leurs communautés.

Le 2 septembre, le corps du père Restrepo, atteint par balle, a été découvert près de sa motocyclette, sur une route entre la municipalité de Belén de Umbría, département de Risaralda, et la municipalité de Viterbo, département de Caldas, au sud de la municipalité de Marmato. Le prêtre, âgé de 36 ans, était curé de la paroisse de Marmato depuis deux ans. Le ou les auteurs du crime n'ont pas encore été identifiés et aucun motif justifiant le meurtre du père Restrepo a été déterminé.

Le 9 septembre, dans un communiqué, le *Consejo Regional Indígena de Caldas* (CRIDEC, Conseil régional autochtone de Caldas) et le *Colectif des avocats José Alvear Restrepo* (CAJAR) ont signalé que le père Restrepo s'opposait fermement à l'exploitation d'une mine d'or à ciel ouvert qui aurait exigé le déplacement de toute la ville de Marmato. Il était récemment allé à Bogotá pour obtenir de l'information sur une présumée rumeur à Medoro Resources, récemment fusionnée avec la société Gran Colombia Gold dont le siège est situé à Toronto, laissant entendre que l'église paroissiale était à vendre.

« Cette société multinationale canadienne veut profiter de la population; ses administrateurs veulent la chasser », a dit le père Restrepo lors d'une récente entrevue à une émission spéciale de la télévision colombienne. « Ils sont allés jusqu'à vouloir

déplacer la paroisse et ils sont venus me demander si j'étais d'accord avec le déplacement de la ville. Je les ai ignorés, je les ai évités et je leur ai aussi répondu non. Je leur ai ouvertement dit que j'étais en désaccord avec ce projet. »

« L'église défend les pauvres, l'église prend position pour la défense du pauvre et les mineurs artisanaux de Marmato sont vraiment menacés de perdre leur gagne-pain dans cette situation... L'entreprise n'apporte pas de solution de rechange à leur travail, car elle veut exploiter une mine à ciel ouvert en déplaçant la population et exploiter cette région durant une courte période de temps. »

La municipalité de Marmato dépend historiquement des activités artisanales d'exploitation minière. Les autochtones pratiquent l'extraction minière artisanale depuis des siècles dans cette région et des Afro-Colombiens et autres mineurs se sont récemment joints à eux. En plus d'exiger le déplacement de la ville minière historique, le projet de mine d'or à ciel ouvert s'ajouterait à la pression que les mineurs artisanaux connaissent depuis que l'État colombien a déclaré leurs activités illégales. Les mineurs n'ont plus accès aux approvisionnements d'explosifs, ce qui les oblige à utiliser des techniques artisanales non sécuritaires. Ce projet a également des répercussions sur les actuelles revendications territoriales de la nation autochtone Embera dans la région, qui n'est pas reconnue par les entreprises.

La société minière canadienne Colombia Goldfields Ltd, a entrepris des activités à Marmato en 2005, avant son achat par Medoro Resources en 2010. Medoro Resources a alors fusionné avec Gran Colombia Gold Corp en juin 2011, une entreprise où le Régime de pensions du Canada a investi un portefeuille d'actions de 6 millions de dollars canadiens. Gran Colombia Gold a émis une déclaration le 2 septembre au sujet du meurtre du père Restrepo affirmant que : « Nous souhaitons que les autorités fassent rapidement toute la lumière sur ce crime ce qui s'est passé. La société condamne fermement tout acte de violence ».

De telles déclarations ne suffisent pas.

Nous réclamons, en appui aux demandes de CRIDEC et de CAJAR, la collaboration de l'ambassade canadienne sur toutes les enquêtes menées sur cette affaire afin d'assurer que les faits entourant l'assassinat du père Restrepo soient élucidés. L'ambassade devrait aussi encourager l'entière collaboration de l'entreprise. En outre, en vertu de l'Accord concernant les rapports annuels sur les droits de la personne et le libre-échange entre le Canada et la Colombie, nous demandons aussi que l'ambassade canadienne aide à garantir que les entreprises minières canadiennes exerçant des activités en Colombie, dans le contexte de l'actuel conflit armé interne, ne causent pas, n'aggravent pas ou ne profitent pas de la violence et de la violation des droits de la personne. Finalement, nous demandons que des mécanismes plus efficaces soient mis en place pour que les entreprises canadiennes rendent des comptes dans le contexte du conflit armé comme une étape supplémentaire nécessaire indiquant l'importance que le gouvernement canadien accorde à ses obligations en matière de droits de la personne.

Nous attendons avec impatience une réponse de votre part et de prochains échanges

d'information avec l'ambassade concernant cet évènement.

Veillez recevoir, Madame, nos salutations distinguées,

Atlantic Regional Solidarity Network

Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)

Christian Peacemaker Teams CPT Colombia

Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en
Amérique latine

CoDevelopment Canada

Colombia Action Solidarity Alliance (CASA)

Comité pour les droits humains en Amérique Latine (CDHAL)

Common Frontiers

Le Conseil des canadiens

Fonds humanitaire des Métallos

International Council of Latin American and Caribbean Women in Canada

Inter Pares

KAIROS-Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice

Latin American and Caribbean Solidarity Network

Latin American Trade Unionists Coalition (LATUC)

Members of the Extractive Industries Research Group (EIRG), York University

Members of the Executive Committee of The Centre for Research on Latin America and
the Caribbean at York University (CERLAC)

Mining Injustice – Toronto

Mines Alerte Canada

Muslim Unity group Toronto

Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)

Toronto Haiti Action Committee

L'Unité Partenaires en mission, Église Unie du Canada

cc:

Angelino Garzón
Vicepresidente de la República de Colombia
Fax: (57 1) 596 0651
E-mail: contactovicepresidencia@presidencia.gov.co

Carlos Rodado
Ministerio de Minas
crodado@minminas.gov.co

Germán Vargas Lleras
Ministro de Justicia y del Derecho de Colombia
PBX (+57) 444 31 00 Ext. 1820
e-mail: ministro@minjusticia.gov.co, reclamos@mij.gov.co

Alejandro Ordoñez Maldonado
Procurador General de la Nación
anticorrupción@presidencia.gov.co, reygon@procuraduría.gov.co

Christian Salazar
Oficina de la alta comisionada de naciones Unidas para los derechos Humanos
csalazar@hchr.org.co

Catherine Pedreros
Oficina de la alta comisionada de naciones Unidas para los derechos Humanos
cpedreros@hchr.org.co, oacnudh@hchr.org.co

Sr. Coordinador
Sub-Oficina de Medellín
Oficina de la alta comisionada de naciones Unidas para los derechos Humanos
quejas@hchr.org.co, oacnudh@hchr.org.co

Wolmar Antonio Perez Ortiz
Defensor del Pueblo
Fax: (+571) 640.04.91
E-mail, secretaria_privada@hotmail.com, agenda@agenda.gov.co,
defensoria@defensoria.org.co

Horacio Guerrero
Defensoría del Pueblo.
hguerrero@defensoria.org.co

Peter Volk
Gran Colombia Gold General Counsel and VP
pvolk@grancolombiagold.com